



UNHCR

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

INCLUSION TOTALE ET POUR TOUS

CAMPAGNE
POUR
L'ÉDUCATION
DES RÉFUGIÉS

**Un impératif moral,
une entreprise commune,
une priorité mondiale.**



INFORMATIONS SUR CE RAPPORT

Le rapport 2022 du HCR sur l'éducation des réfugiés présente les parcours de quelques-uns parmi plus de 10 millions d'enfants réfugiés d'âge scolaire¹ et relevant de la compétence du HCR, y compris les enfants vénézuéliens déplacés à l'étranger. Il met aussi en évidence les aspirations des jeunes réfugiés qui souhaitent ardemment poursuivre leurs études après le niveau secondaire, ainsi que les espoirs et les ambitions des enseignants dans les communautés de réfugiés et d'accueil. Il plaide pour l'instauration de partenariats solides afin d'éliminer les obstacles à l'éducation pour des millions d'enfants réfugiés, et appelle à redoubler d'efforts pour inclure les réfugiés, y compris les enseignants réfugiés, dans les systèmes éducatifs officiels.

¹ Calculé pour 2021, en comptant le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés en maternelle, dans le primaire et le secondaire dans les pays qui communiquent des données et en appliquant le ratio par rapport à la population mondiale des réfugiés et des Vénézuéliens déplacés à l'étranger. Pour plus d'informations sur la démographie des réfugiés, voir le rapport annuel du HCR *Tendances mondiales: Déplacement forcé en 2021*. Ces données sur les enfants déscolarisés ne tiennent pas compte de la situation des réfugiés venus d'Ukraine depuis le début du conflit en février 2022.

Les données relatives à la population de réfugiés et à la scolarisation des réfugiés sont tirées des opérations du HCR dans les pays et font référence à l'année scolaire 2020-2021. Le rapport utilise également les récentes statistiques de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) sur la scolarisation et la déscolarisation des enfants et des jeunes.

La complexité croissante des situations d'urgence humanitaire comportant des déplacements forcés s'accompagne de plusieurs défis lorsqu'il s'agit de recueillir des données. En outre, les progrès louables accomplis dans l'intégration des réfugiés au sein des systèmes éducatifs officiels créent des difficultés supplémentaires, comme l'absence de statistiques sur la scolarisation des élèves et des étudiants et désagrégées en fonction du statut de protection, un problème qui risque fort de persister à l'avenir.

Lorsque les réfugiés sont intégrés au système d'éducation national, il est souvent difficile de savoir quand et où ils y ont accès. Dans d'autres contextes, lorsque des réfugiés fréquentent les écoles des camps et d'autres écoles publiques, les données communiquées par les opérations de pays portent uniquement sur les populations installées dans les camps (et ne sont donc pas représentatives de tous les enfants en âge d'être scolarisés).

En tenant compte de ces limites, les données recueillies nous livrent un tableau, bien qu'incomplet, de l'état de l'éducation des réfugiés. Le message est clair : nous sommes encore loin de la participation pleine et entière des réfugiés à l'exercice de leur droit à l'éducation.



📷 Des enfants réfugiés camerounais et leurs camarades nigériens de la communauté d'accueil jouent ensemble dans l'école primaire St Peter de l'État de Cross River. © HCR/Lucy Agiende

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	4
Quand les chiffres parlent d'eux-mêmes	6
Ce que nous apprennent les données sur la scolarisation des réfugiés	6
Le rythme du changement ne change pas la donne	6
Les inégalités ont une incidence sur l'accès à l'éducation	7
Au milieu d'une crise de l'apprentissage, de brillantes réussites	8
Des classes pleines à craquer	8
Étude de cas : Une jeune architecte ukrainienne prépare son avenir dans une école polonaise	10
Parcours d'une réfugiée: Je n'ai jamais baissé les bras car l'éducation, c'est mon premier mari	12
Étude de cas : Les enseignants font équipe pour augmenter la capacité d'apprentissage	14
Étude de cas : Le Tchad accueille les élèves réfugiés mais les nouvelles écoles manquent de place	16
Tous ensemble : importance de l'inclusion	18
Guide de l'utilisateur : instaurer des systèmes éducatifs inclusifs	20
Étude de cas : L'univers du droit est en passe de devenir réalité pour une jeune boursière malvoyante	22
<i>Keep taking the tablets</i> : le projet numérique qui fait entrer le monde entier chez les élèves	24
Étude de cas : Les enseignants du Honduras en butte à des menaces dans la classe et à l'extérieur	26
Les forces du changement : comment financer l'éducation des réfugiés	28
Le mot de la fin : Sir Lewis Hamilton	30



AVANT-PROPOS

INCLURE LES RÉFUGIÉS DANS LA TRANSFORMATION DE L'ÉDUCATION À L'ÉCHELLE MONDIALE

PAR FILIPPO GRANDI
HAUT COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR
LES RÉFUGIÉS

Les systèmes éducatifs officiels doivent faire une place aux enfants et aux jeunes qui ont été contraints de fuir leur foyer pour qu'ils aient une chance de se reconstruire et de réussir

Le talent est universel mais pas les opportunités.

Ces derniers mois, alors que je voyageais dans le monde entier pour me rendre compte des conséquences des situations d'urgence humanitaire et des effets pernicieux des situations prolongées de déplacement forcé, j'ai souvent réfléchi à cet adage. Car, pour des millions d'enfants et de jeunes réfugiés, il décrit exactement leur situation.

Où qu'elles se trouvent, lorsque des personnes sont contraintes de fuir, la vie des enfants est toujours bouleversée. J'ai rencontré de nombreux jeunes réfugiés qui allaient à l'école ou à l'université, s'enrichissaient de connaissances et de compétences nouvelles, voyaient des amis, révisaient pour leurs examens, en bref, qui préparaient leur avenir. Et il a suffi d'un seul jour, d'un moment où leur vie s'est trouvée en danger, pour que tout cela leur soit retiré.

Une fois l'accès à l'éducation perdu, il n'est pas facile de le retrouver. Plus de quatre réfugiés sur cinq vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, et plus d'un quart

dans des pays les moins avancés au monde.² Certains jeunes apprenants peuvent tout simplement ne pas avoir d'école où aller. D'autres doivent choisir entre payer les manuels, les fournitures, le transport et les frais de scolarité ou se nourrir, consulter un médecin, avoir un toit ou garder la lumière allumée chez eux.

Dans de telles circonstances, le concept « d'opportunités » doit sembler bien étranger et lointain.

De nombreux enfants réfugiés vivent des crises prolongées, et même avant la pandémie de Covid-19, près de la moitié n'étaient pas scolarisés. Avec l'augmentation du nombre de personnes déracinées chaque année depuis dix ans, des millions d'enfants et de jeunes réfugiés se trouvent exclus des opportunités éducatives.

Si l'on ne lutte pas contre ce problème, l'Objectif de développement durable n°4 des Nations Unies – « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie » – ne sera pas atteint.

Le problème ne tient pas au fait que les réfugiés ne s'intéressent pas à l'éducation. Au cours des derniers mois, de l'Ukraine au Bangladesh en passant par le Sahel, et au-delà, j'ai rencontré des réfugiés débordant d'enthousiasme et de soif d'apprendre. Ces jeunes ont droit

² Tendances mondiales: Déplacement forcé en 2021 – HCR



« Au cours des derniers mois, de l'Ukraine au Bangladesh en passant par le Sahel, et au-delà, j'ai rencontré des réfugiés débordant d'enthousiasme et de soif d'apprendre »

📷 Le Haut Commissaire Filippo Grandi avec de jeunes réfugiés rohingyas dans le camp de réfugiés de Kutupalong, Cox's Bazar, Bangladesh. © HCR/Kamrul Hasan

à une éducation, non pas à quelques leçons dans deux ou trois matières dispensées dans une école de fortune, mais à une éducation de qualité sur un cycle complet, au sein d'un système éducatif officiel.

On ne saurait trop insister sur l'importance d'inclure les enfants et les jeunes réfugiés dans les systèmes éducatifs officiels et à renforcer ces systèmes. Même avant la pandémie, la proportion des enfants qui ne savaient pas lire et comprendre un texte simple à l'âge de dix ans était estimée par la Banque mondiale³ à 57% dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et à 86% dans l'Afrique subsaharienne, où vivent des millions de réfugiés. Les problèmes d'une éducation de mauvaise qualité et du manque d'accès aux écoles et aux collèges ne se limitent pas aux réfugiés, ils touchent des centaines de millions d'enfants. Mais il est indéniable que les jeunes réfugiés en sont considérablement affectés.

Comment inverser la tendance ?

Un effort collectif massif s'impose pour que les enfants et les jeunes réfugiés soient éduqués par des enseignants

³ The State of Global Poverty: 2022 update – Banque mondiale

qualifiés et bien formés, appliquant des programmes officiels et à jour, et ayant accès à des matériels pédagogiques appropriés et de qualité. Il faut pour cela élaborer et appliquer des politiques volontaristes assurant l'inclusion des jeunes réfugiés dans le système éducatif national des pays d'accueil.

Ces pays à leur tour ont besoin de ressources financières pour pouvoir intégrer les enfants déracinés dans leurs systèmes éducatifs. L'éducation, c'est un investissement dans le développement, les droits humains et la paix. Ce n'est pas le moment de réduire l'aide au développement à l'étranger, et donc les ressources destinées à l'éducation; c'est le moment d'investir dans l'avenir des êtres humains, en faveur des bâtisseurs en herbe, des jeunes créateurs et des futurs artisans de la paix. Dans le cas des réfugiés, c'est un investissement en faveur des personnes qui reconstruiront leur pays d'origine lorsqu'elles pourront rentrer chez elles en toute sécurité.

Sur le terrain, le HCR et ses nombreux partenaires ont besoin d'un appui continu et accru afin que nous puissions poursuivre notre travail, à savoir: veiller à ce que les enseignants soient payés; construire, agrandir et rénover les infrastructures scolaires; travailler avec les communautés afin que celles-ci comprennent la valeur et les bénéfices de l'éducation pour leurs enfants et leurs jeunes; fournir un accès et un transport sûrs pour aller à l'école et en revenir; et bien d'autres choses encore.

Des progrès importants ont été accomplis ces dernières années. Le Pacte mondial 2018 pour les réfugiés a fortement contribué à mobiliser un appui en faveur du travail du HCR et de ses partenaires dans le domaine de l'éducation, notamment en inspirant les changements politiques cruciaux en faveur de l'inclusion croissante des réfugiés dans les systèmes éducatifs officiels. Nous devons à présent accompagner ces politiques d'un financement conséquent et durable, afin de faire valoir les avantages de l'inclusion.

Cette année, le rapport annuel du HCR sur l'éducation coïncide avec le Sommet sur la transformation de l'éducation convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies et qui se tiendra lors de la 77^e session de l'Assemblée générale. Ce Sommet vise à mobiliser l'action, l'ambition, la solidarité et les solutions pour transformer l'éducation entre aujourd'hui et 2030, des idéaux et des ambitions que j'approuve sans réserve.

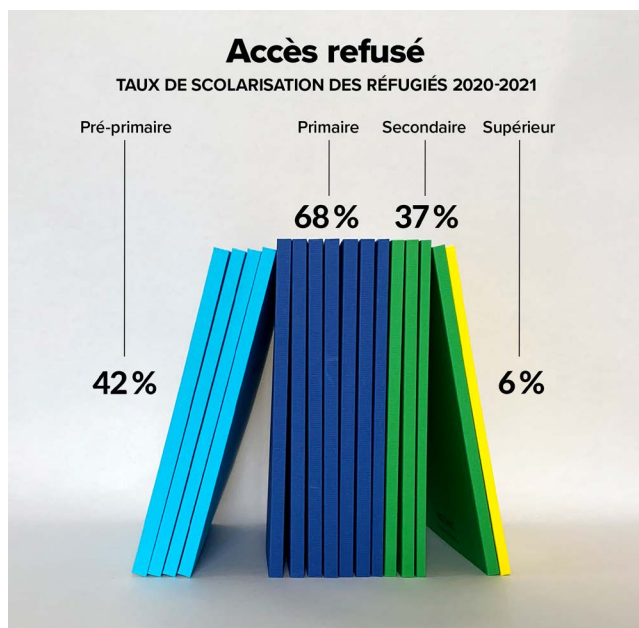
Il est essentiel que les enfants et les jeunes réfugiés soient inclus dans cette transformation. Investir dans leur éducation est une tâche collective dont les bénéfices collectifs sont immenses. Cette tâche contribuera à renforcer la paix, à créer un monde plus résilient. Nous devons combler le gouffre qui sépare le talent des opportunités. Si l'on ne s'y attelle pas, le coût sera considérable.

QUAND LES CHIFFRES PARLENT D'EUX-MÊMES

Ce que nous apprennent les données sur la scolarisation des réfugiés

Des données collectées dans plus de 40 pays du monde entier ont permis au HCR de brosser le tableau le plus clair jamais présenté sur l'état de l'éducation des réfugiés, et montrent comment les enfants et les jeunes réfugiés connaissent des conditions nettement moins favorables que leurs pairs non réfugiés s'agissant d'accès à une éducation de qualité inclusive.

Le rythme du changement ne change pas la donne



Le taux de scolarisation brut moyen⁴ au niveau primaire était de 68%, soit un niveau presque inchangé par rapport à l'année antérieure. Pour l'éducation secondaire cependant, le taux est nettement inférieur, à 37%. Au niveau pré-primaire, ce taux était de 42%.

La scolarisation dans le supérieur a grimpé à 6%⁵. Alors que ce taux se situe bien en deçà des niveaux mondiaux, en particulier dans les pays les plus riches, il s'agit toutefois d'une

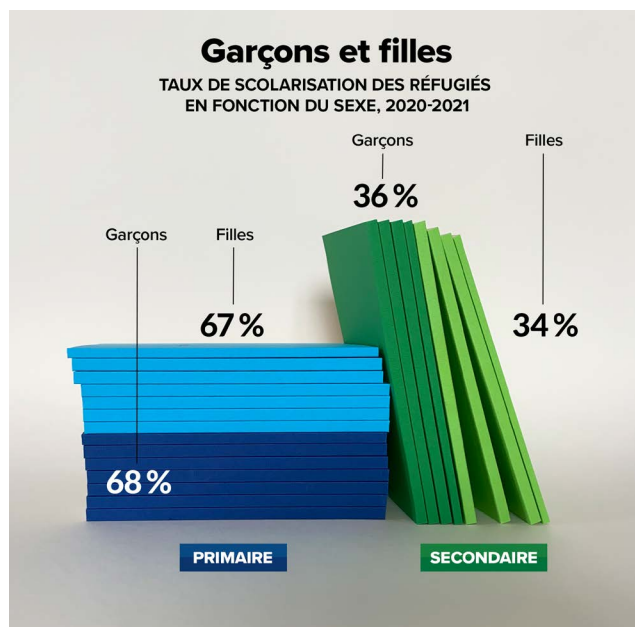
⁴ On entend par taux de scolarisation brut le nombre d'élèves ou d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé sous forme de pourcentage de la population officielle d'âge scolaire correspondant au même niveau d'enseignement (UNESCO-ISU, 2020).

⁵ 33 pays ont communiqué des données sur l'enseignement supérieur pour l'année universitaire 2020-2021.

amélioration considérable ces dernières années. Le taux d'inscription des réfugiés à l'université ne s'élevait initialement qu'à 1%. Le HCR continue à œuvrer pour atteindre 15% d'inscriptions de jeunes réfugiés dans le supérieur d'ici 2030 (l'objectif [15by30](#)) avec le [programme DAFI](#), sur lequel repose cette ambition⁶.



Les garçons réfugiés font un peu mieux que les jeunes filles en termes de scolarisation, avec 68% contre 67% dans le primaire et 36% contre 34% dans le secondaire⁷.

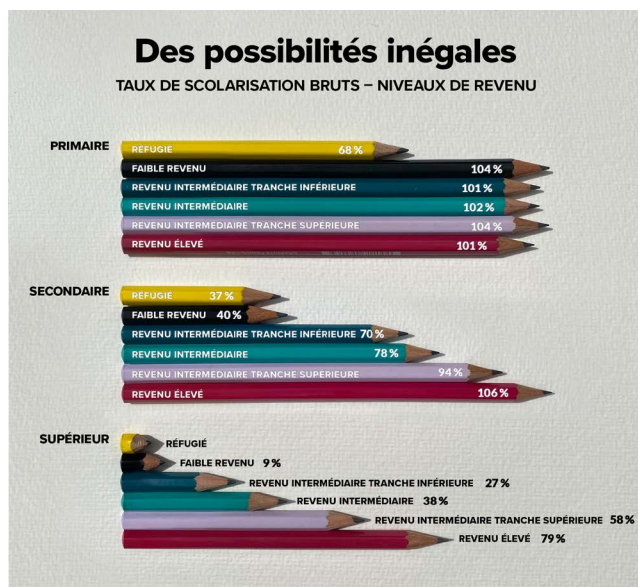


⁶ En 2021, 43% des bénéficiaires du programme DAFI étudiaient en Éthiopie, au Kenya, au Pakistan, en République islamique d'Iran et en République de Türkiye, des pays qui abritent certaines des populations de réfugiés parmi les plus nombreuses au monde.

⁷ Moyenne calculée pour les pays qui communiquent des données désagrégées en fonction du sexe. Les pays qui communiquent des données ne fournissent pas tous de telles données, d'où l'écart avec le taux de scolarisation global dans le secondaire.

Bien que la collecte de données complètes et précises se heurte à de nombreuses difficultés dans ces environnements compliqués, d'après les dernières estimations d'un rapport d'Éducation sans délai (*Education Cannot Wait, [ECW]*), le fonds mondial des Nations Unies pour l'éducation, près de la moitié de tous les enfants réfugiés d'âge scolaire (48%) ne vont pas à l'école.

Les inégalités ont une incidence sur l'accès à l'éducation



Les taux de scolarisation varient fortement à travers le monde en fonction des ressources financières et des infrastructures disponibles dans différents pays, la comparaison directe avec la moyenne internationale n'est guère parlante. La comparaison du taux de scolarisation avec différents niveaux de revenu à travers le monde est plus juste et plus révélatrice, et montre clairement tout le chemin à parcourir par les jeunes réfugiés avant de pouvoir profiter des mêmes opportunités que tout le monde.

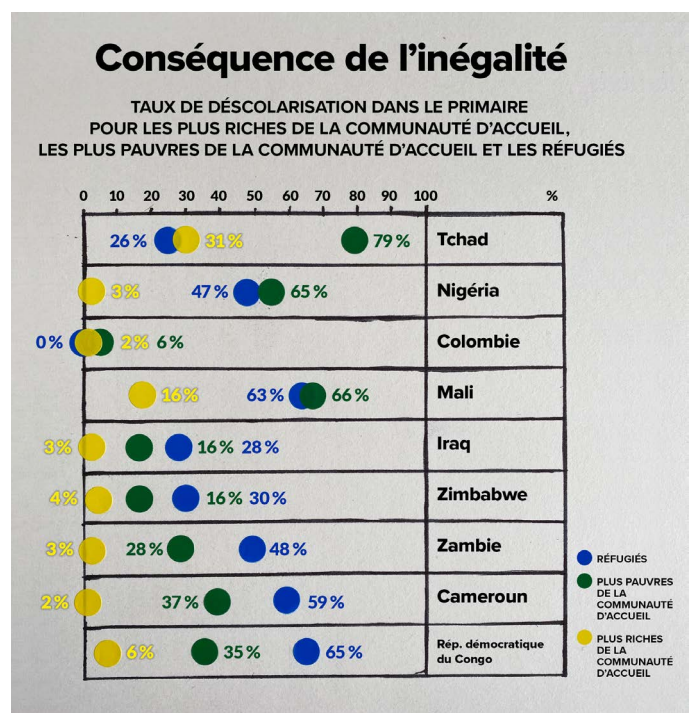
Dans l'ensemble, des pays à revenu faible à ceux à revenu élevé⁸, le taux de scolarisation brut dans le primaire est proche de 100%, soit nettement plus que celui des réfugiés. Dans le secondaire toutefois, le tableau est différent: les taux de scolarisation chutent en fonction de la tranche de revenu dans laquelle se trouve un pays, et seuls les pays à revenu faible ont un taux proche de celui des réfugiés.

⁸ Ces chiffres reflètent les groupes de revenu de la Banque mondiale actuellement utilisés par l'UNESCO-ISU: 1) faible revenu; 2) revenu intermédiaire tranche inférieure; 3) revenu intermédiaire; 4) revenu intermédiaire tranche supérieure; et 5) revenu élevé.

Les réfugiés comptent parmi les personnes les plus défavorisées

Pour affiner encore l'étude, nous avons pris en considération neuf pays cette année et comparé la proportion d'enfants réfugiés déscolarisés à celle des enfants des pays d'accueil de la tranche de revenu la plus faible et la plus élevée.

Cette méthode nous aide à illustrer à quel point les opportunités éducatives sont restreintes pour les enfants et les jeunes réfugiés, ainsi que pour les enfants les plus démunis des communautés d'accueil. En d'autres termes, les enfants et les jeunes réfugiés sont confrontés à des conditions de scolarisation aussi mauvaises que leurs camarades non réfugiés issus des classes sociales les plus pauvres.



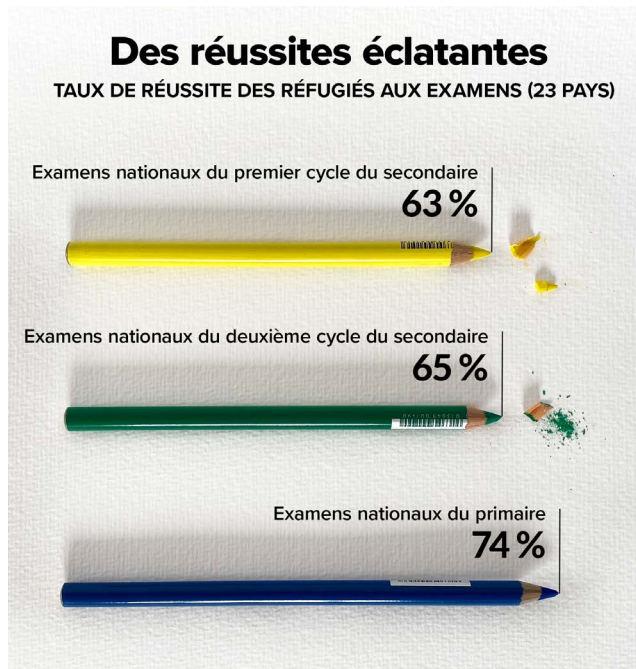
Toutefois, dans certains cas, ces conditions sont encore pires. Par exemple, en République démocratique du Congo, un pays qui comptait une population réfugiée d'environ 490 000 personnes en 2020, le taux de déscolarisation des réfugiés est de 65%, tandis que celui des enfants du quintile de revenu le plus faible (c'est-à-dire les 20% les plus pauvres) parmi la population n'est « que » de 35%, et de 6% pour le quintile le plus riche, attestant la différence considérable qui existe entre ces trois groupes.

Au milieu d'une crise de l'apprentissage, de brillantes réussites ...

Pour la première fois en comparaison des précédents rapports du HCR sur l'éducation, nous présentons des données sur les évaluations académiques nationales afin de mieux connaître les parcours des élèves réfugiés. Il est crucial de mesurer cet aspect car de nombreux pays connaissent une crise de l'apprentissage : plus de la moitié des enfants des pays à revenu faible ou intermédiaire ne savent pas lire ni comprendre une histoire simple à la fin du primaire, ce niveau atteignant 80% dans les pays à revenu faible⁹.

Les inégalités en matière d'apprentissage touchent de manière disproportionnée les plus vulnérables, un problème qui a été exacerbé lorsque la pandémie de Covid-19 a contraint les écoles du monde entier à fermer. Quelque 83% des réfugiés et des Vénézuéliens déplacés à l'étranger étant accueillis dans des pays à revenu faible ou intermédiaire¹⁰, les conséquences potentielles de ces inégalités sont claires.

Cependant, si l'on considère les résultats aux examens, les élèves réfugiés enregistrent des succès. Dans 23 pays qui ont communiqué les résultats, 74% des élèves réfugiés du primaire ont réussi les tests nationaux, les chiffres étant respectivement de 65% et 63% pour le premier cycle et le deuxième cycle du secondaire.



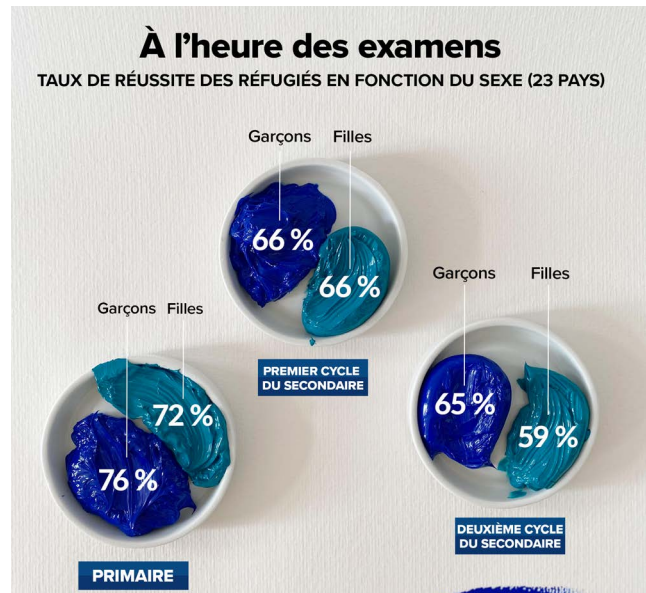
Certes, le nombre de réfugiés qui passent les examens nationaux est souvent très faible (au Cameroun par exemple, le taux de réussite de 74% dans le premier cycle du secondaire n'est basé que sur 154 élèves ayant passé les

⁹ *The State of Global Learning Poverty: 2022 Update* – Banque mondiale

¹⁰ Rapport du HCR Tendances mondiales, 2021

examens). Mais cela confirme que dès qu'une opportunité se présente, les élèves réfugiés s'empressent de la saisir.

Concernant le passage d'examens cependant, il existe un déséquilibre clair entre les sexes : dans le primaire, parmi les élèves réfugiés qui ont passé les examens nationaux dans



les pays que nous avons étudiés, seuls 39% étaient des jeunes filles. Pour les examens du premier et du deuxième cycles du secondaire, les chiffres pour les jeunes filles étaient respectivement de 44% et 43%.

Des classes pleines à craquer ...

Les cours que suivent les enfants et les jeunes réfugiés se déroulent souvent dans un environnement surpeuplé, dû au contraste entre la demande et l'offre. Les données relatives aux enseignants sont parcellaires et très difficiles à recueillir mais quelques pays ont communiqué le nombre d'élèves par enseignant dans les communautés de réfugiés. Il apparaît que les classes sont extrêmement surchargées, les chiffres étant supérieurs aux ratios recommandés, tout cela ayant des conséquences négatives tant sur l'enseignement que sur l'apprentissage.

Dans huit pays d'Afrique subsaharienne, les ratios sur le nombre d'élèves par enseignant étaient nettement plus élevés pour les enfants et les jeunes réfugiés que pour ceux issus des communautés locales. Au Burkina Faso, par exemple, il y avait 40 élèves locaux pour chaque enseignant mais, pour les réfugiés, le chiffre passait à 60 élèves pour un enseignant. Au Zimbabwe, le ratio pour les élèves locaux était de 36 élèves pour un enseignant mais, pour les réfugiés, il était de 59 élèves pour un enseignant. Dans tous les cas, il était évident que le nombre de classes était élevé – preuve à la fois de la demande en termes d'éducation, mais aussi des pressions et des tensions mettant à rude épreuve les établissements scolaires.



« Je me disais constamment :
tu dois faire ton possible pour réussir. »

Raïssa a fui la République centrafricaine en 2013, pour s'installer au Tchad.

En tant que jeune mère, même si elle a connu des problèmes financiers, elle a réussi envers et contre tout à terminer le lycée. Puis elle a obtenu une bourse d'études dans le cadre du programme DAFI (Albert Einstein German Academic Refugee Initiative), appuyé par l'Allemagne, le Danemark et la République tchèque ainsi que par le HCR et d'autres donateurs privés. Le programme DAFI a permis de venir en aide à plus de 21000 jeunes réfugiés qui ont pu entreprendre des études supérieures depuis 1992.

Aujourd'hui âgée de 24 ans, Raïssa a récemment obtenu un diplôme en communication et marketing à l'université Emi Koussi de N'Djamena. « Mon fils va à l'école, je vais à l'université », explique-t-elle. « Nous ne sommes que tous les deux et on y arrive. » Le marketing lui convient, ajoute-t-elle. « Je veux être créative, avoir des responsabilités. J'ai toujours envie d'apprendre de nouvelles choses. Je vais constamment de l'avant, je suis toujours occupée. On ne s'ennuie jamais. »

© HCR/Antoine Tardy

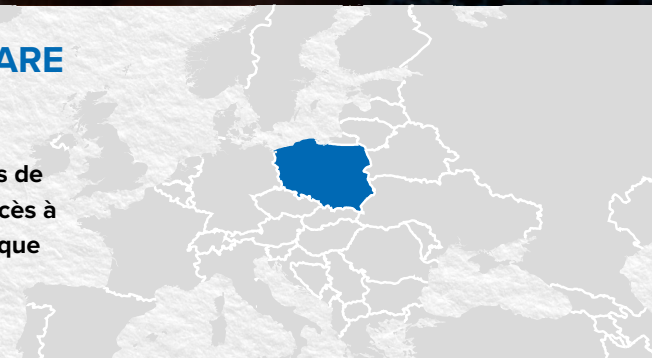


« J'ai dit à ma grand-mère que c'était seulement une question de quelques semaines... et que je rentrerai en Ukraine. »

ÉTUDE DE CAS

UNE JEUNE ARCHITECTE UKRAINIENNE PRÉPARE SON AVENIR DANS UNE ÉCOLE POLONAISE

Depuis le début du conflit armé international, des centaines de milliers de jeunes Ukrainiens ont été contraints de fuir. Assurer que tous aient accès à l'éducation représente un défi considérable pour les pays voisins tels que la Pologne



Lorsque Sofia s'est enfuie de chez elle dans la région Ternopil, à l'ouest de l'Ukraine, peu après le début des hostilités le 24 février, elle pensait qu'elle ne serait peut-être partie que pour quelques semaines.

Des mois plus tard, même les régions très éloignées de la ligne de front sont toujours touchées par la guerre et Sofia sait qu'elle devra peut-être envisager son avenir en Pologne, où elle vit actuellement. « J'ai réalisé que je serai peut-être ici pour toujours et que si je retourne en Ukraine un jour, ce sera peut-être en tant qu'invitée », déclare-t-elle avec l'expression de quelqu'un qui a pris le temps de réfléchir à sa vie future, bien qu'elle n'ait que 13 ans.

Quitter la maison, la famille et les amis s'est avéré difficile mais, avec les explosions qui secouaient déjà la région, les parents de Sofia ont décidé qu'elle devrait gagner la frontière avec un ami de la famille et rester chez sa grand-mère, qui vit en Pologne depuis 30 ans.

Après un voyage de 14 heures par une nuit glaciale et durant lequel elle a emprunté plusieurs bus où s'entassaient de nombreux autres réfugiés, Sofia a retrouvé Zola, 55 ans, qui l'attendait.

Une fois Sofia hors de danger, sa grand-mère tenait à lui trouver une école le plus vite possible, non seulement pour qu'elle puisse poursuivre ses études, mais pour que l'adolescente ait un endroit où elle serait en sécurité pendant que Zola travaillait pendant de longues heures comme femme de ménage.

Mais au début, Sofia était réticente. « Ce n'était pas une priorité pour moi. J'ai dit à ma grand-mère que c'était seulement une question de quelques semaines, puis que la guerre serait terminée et que je rentrerai en Ukraine », a-t-elle déclaré.

Zola a ajouté : « On ne savait pas combien de temps la guerre durerait, mais les enfants doivent aller à l'école. »

Une école des environs offrait des classes spéciales pour les enfants réfugiés qui ne parlaient pas le polonais. « Les premiers jours, c'était difficile », se rappelle Sofia. « Je ne connaissais pas la langue, j'étais entourée d'élèves et de professeurs qui parlaient le polonais. Mais le deuxième jour, j'étais plus calme et, une semaine plus tard, je m'étais habituée. »

Wieslawa Dziklinska, directrice de l'école de Sofia, a expliqué que les élèves qui ne parlaient pas polonais suivaient le cursus habituel et étaient aidés par des assistants d'enseignement qui traduisaient et leur donnaient des explications.

« Pour certains, c'est très difficile », a déclaré Wieslawa Dziklinska. « Pour d'autres, c'est très facile et naturel. Certains résistent, notamment les enfants qui avaient des projets ambitieux comme aller dans une école de musique spécialisée, passer des examens de langue ... C'est un choc, car la réalité est tellement différente de ce qu'ils avaient prévu. »

En cours, Sofia est réservée mais attentive, et ses réponses aux questions des professeurs sont réfléchies et souvent longues, reflet peut-être du temps qu'elle a passé à choisir entre différentes possibilités et à faire des choix difficiles.

Sofia compte parmi plus de 400 000 enfants réfugiés ukrainiens d'âge scolaire enregistrés jusqu'ici avec un numéro d'identité du gouvernement polonais (PESEL), ce qui représente un défi considérable pour les autorités du pays¹¹. Le gouvernement a garanti le droit à une éducation pour les réfugiés venus d'Ukraine, mais l'ampleur et la rapidité de cette crise ont mis à rude épreuve les capacités et les infrastructures scolaires du pays.

À la fin de l'année scolaire 2021-2022, plus de 180 000 élèves ukrainiens fréquentaient une école polonaise d'après les chiffres officiels. Sur ce nombre, 80 % ont été placés dans des classes mixtes, avec des élèves polonais. Les autres ont intégré des « classes préparatoires », système qui existe sous une forme une autre dans la plupart des pays de l'UE pour aider les enfants étrangers à s'adapter afin d'intégrer les écoles publiques du pays d'accueil.

Dans les classes préparatoires de Pologne, les élèves suivent le programme national et reçoivent des cours intensifs de polonais. Avant la guerre, on comptait 15 élèves par classe préparatoire, ils sont à présent 25.



📷 Sofia en train d'étudier dans sa nouvelle école en Pologne, où elle vit avec sa grand-mère Zola.
© HCR/Rafal Kostrzynski

Même avec ces solutions, des centaines de milliers de jeunes réfugiés pourraient avoir besoin d'une place dans une école polonaise cette année scolaire. Mais le tableau est assombri par la guerre, qui empêche les Ukrainiens déracinés de faire des projets à long terme. [D'après une enquête récente du HCR](#)¹², deux tiers s'attendent à rester dans leur pays d'accueil jusqu'à la fin des hostilités. Certains ont aussi poursuivi leur périple vers un pays tiers.

Les réfugiés peuvent également choisir de faire suivre le cursus ukrainien en ligne à leurs enfants, qui assistent alors virtuellement à des cours organisés par le Ministère ukrainien de l'éducation et de la science, une option que de nombreuses familles ont choisie dans l'espoir que leurs enfants pourront bientôt réintégrer leur ancienne école ou entrer plus tard dans une université ukrainienne. En effet, certaines familles aiment que leurs enfants suivent le programme ukrainien en ligne même s'ils sont également inscrits dans une école du pays d'accueil.

Pour sa part, Sofia tient à poursuivre ses études. Bien que ses matières favorites soient à la fois la biologie, les mathématiques et la littérature, elle rêve de devenir architecte. « J'aime le processus consistant à construire des maisons, à concevoir une maison en utilisant un programme informatique », explique-t-elle, citant à toute allure une liste des termes techniques qu'elle a appris en regardant des vidéos en ligne.

Sofia pense encore souvent à sa maison. « J'aime bien ici, mais j'aimerais rentrer », dit-elle. « La vie en Pologne est nouvelle pour moi mais mon village, mes amis, les magasins d'Ukraine me manquent ... »

¹¹ Portail opérationnel du HCR sur l'Ukraine : <https://data.unhcr.org/fr/situations/ukraine/location/10781>

¹² *Lives on Hold: Profiles and Intentions of Refugees from Ukraine*



PARCOURS D'UNE RÉFUGIÉE

JE N'AI JAMAIS BAISSÉ LES BRAS CAR L'ÉDUCATION, C'EST MON PREMIER MARI

Pendant près de deux décennies, Mary Maker a vécu dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, après avoir fui sa maison lorsqu'elle était enfant. Elle raconte comment la tragédie familiale, les frais de scolarité non payés et la peur de l'échec ont presque mis fin à ses chances de recevoir une éducation, et comment le refus de baisser les bras l'a finalement emporté ...

C'était la marche de la honte.

La honte l'envahissait lorsque le principal de l'école entrait dans la classe et lisait à haute voix une liste de noms, non pas celle des élèves qui n'avaient pas fait leurs devoirs, ou dont un élément de la tenue vestimentaire était illégal parce qu'il ne correspondait pas à l'uniforme, mais celle des élèves dont les parents n'avaient pas payé les frais de scolarité.

📷 Peu après avoir commencé ses études supérieures, Mary Maker retourne dans le camp de réfugiés de Kakuma pour parler avec des élèves de l'école secondaire . © HCR

Mon père tenait passionnément à mon éducation. « L'éducation, c'est ton premier mari », me disait-il. « Ne laisse jamais un homme te dire comment vivre ta vie. »

C'était tellement important pour lui qu'il m'a inscrite dans un internat hors de Kakuma, le camp de réfugiés du Kenya où j'ai grandi. Mais mon père est décédé bien avant que j'aie terminé mes études secondaires et, bien que ses amis se soient cotisés pour couvrir les frais, leur aide n'était pas régulière.

Dès lors, j'étais toujours sur la liste du principal, et je me suis habituée à cette marche de la honte.

Mes camarades « mauvais payeurs » et moi devions sortir de la classe en file indienne et défilier dans la cour et, si nous n'avions pas une bonne raison de n'avoir pas payé, on nous renvoyait chez nous pour le reste du demi-semestre. Rester à la maison était une torture pour moi, alors je me faufilais dehors sans qu'on me voie et je rentrais dans la salle de classe par une fenêtre.

C'était facile de se cacher parce qu'il y avait entre 60 et 70 autres élèves dans la classe mais malheureusement, je suis plutôt grande, si bien que je dépassais des autres. (S'ils me remarquaient, les enseignants parmi les plus désagréables me disaient de venir au premier rang et me faisait faire des punitions devant la classe.)

La marche de la honte me contrariait beaucoup moins que le fait d'être renvoyée chez moi. Mais les interruptions constantes de mes études m'ont conduite à l'échec et je n'ai pas obtenu mon diplôme avec les notes dont j'aurais eu besoin pour entrer à l'université. Les quatre années que j'ai passées à lutter pour obtenir les notes nécessaires, allant d'une école à une autre, implorant les professeurs principaux de m'accepter pour que je puisse repasser les examens, ont été les plus longues et les plus dures de ma vie.

Vous n'avez pas idée de la lenteur et de la morosité avec lesquelles le temps passe lorsque votre avenir est suspendu. Pour les politiciens et les décideurs, quatre ans, ce n'est rien du tout: c'est une période de réunions et de livres blancs, une période pendant laquelle établir des consensus, nouer des alliances et trouver des financements.

Mais pour une personne qui souhaite désespérément poursuivre son éducation, c'est du temps passé dans des limbes angoissantes, du temps passé dans l'incertitude.

Il est vrai que cette longue attente s'est bien terminée. En 2018, j'ai postulé avec succès à un programme d'étude de deux ans au Rwanda, avec la possibilité d'obtenir une bourse pour une université américaine à la fin des deux ans si mes notes étaient suffisamment bonnes. Sinon, ce serait le retour à la case départ et c'est cette peur de l'échec, et de ses conséquences, qui m'a animée: depuis le camp de réfugiés de Kakuma, où j'ai vécu près de vingt ans, jusqu'au Rwanda, puis au Minnesota, où j'étudie aujourd'hui après avoir obtenu une place au St Olaf College en 2019.

« Vous n'avez pas idée de la lenteur et de la morosité avec lesquelles le temps passe lorsque votre avenir est suspendu. »

Mais le nombre de possibilités offertes aux élèves réfugiés qui se trouvent dans ma situation est infime par rapport à celui des élèves qui souhaitent ardemment aller à l'école et à l'université. La plupart des amis qui ont obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires en même temps que moi attendent toujours qu'une chance leur soit offerte.

À ma modeste échelle, j'essaie de faire en sorte que tout le monde ait les mêmes possibilités. Trois d'entre nous qui avons réussi à intégrer une université américaine, avec notre ancien professeur, avons créé Elimisha Kakuma, un programme destiné à dispenser aux diplômés du lycée de Kakuma un enseignement académique intensif, une préparation aux examens, un mentorat avec des étudiants actuels de l'université et des conseils pour s'y retrouver dans le labyrinthe qu'est souvent le processus de candidature à une université. Vu le décalage horaire, cela signifie beaucoup de couchers très tardifs pour nous mais, comme les 12 élèves



© HCR/Amos Halder

de notre première promotion ont tous réussi à obtenir une place, le jeu en vaut vraiment la chandelle.

Cependant, si l'on considère l'ampleur de la demande, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Il y a 27 écoles primaires et neuf écoles secondaires pour une population de plus de 230 000 élèves à Kakuma et Kalobeyei. Les équipements pour les matières scientifiques sont souvent médiocres ou inexistantes et pourtant, à l'heure des examens, ces scientifiques en herbe se trouvent en concurrence avec d'autres élèves kényans qui étudient dans les écoles nationales, dotées de meilleures ressources.

Dans ma chambre du St Olaf College, dans le Minnesota, je repense à mes années d'école primaire à Kakuma. Enfant, j'étais arrivée à pied dans le camp depuis le territoire de ce qui deviendrait le Soudan du Sud avec ma mère et mes sœurs pour fuir la guerre. Quand nous sommes arrivées, je me souviens que j'écoutais avec émerveillement la paix et le silence: jamais plus d'avions qui larguaient des bombes, jamais plus de panique, jamais plus besoin de nous jeter dans nos abris antiaériens de fortune. À la place, il y avait des chansons, des jeux, l'apprentissage de nouvelles choses et de nouveaux amis ...

Aujourd'hui, la petite fille d'autrefois étudie dans une faculté d'art libérale aux États-Unis et essaie à la fois de se frayer son propre chemin dans la vie et d'aider d'autres réfugiés à grimper dans l'échelle sociale avec elle. Sans école, sans professeurs, sans financement, sans bourse, il n'y aurait pas eu d'espoir pour moi. Mais j'aime à penser que j'ai montré ce que peut accomplir un enfant réfugié si la possibilité lui est donnée, d'ailleurs, juste la même possibilité que celle qui est donnée à des millions d'enfants non réfugiés.

Mary Maker est Ambassadrice de bonne volonté du HCR et cofondatrice du projet éducatif Elimisha Kakuma pour les élèves réfugiés. Pour plus d'informations sur le programme, y compris pour des détails sur la manière de le soutenir, veuillez consulter le site www.elimishakakuma.org



ÉTUDE DE CAS

LES ENSEIGNANTS FONT ÉQUIPE POUR AUGMENTER LA CAPACITÉ D'APPRENTISSAGE

Après des années de retards, les opportunités d'apprentissage limitées pour les réfugiés d'âge scolaire du Myanmar commencent enfin à s'étendre

Aussi loin que je me souviens, Shah Alum a toujours voulu enseigner. Mais sa propre éducation a pris fin brutalement lorsqu'il a été contraint de fuir les violences qui ont éclaté dans son pays natal, le Myanmar, en 2017.

Comme tant d'autres Rohingyas, lui et sa famille ont trouvé la sécurité dans un camp de réfugiés au Bangladesh mais il n'y avait aucune possibilité pour Shah de finir ses études secondaires. Quant à l'université et un diplôme d'enseignant, ce n'était qu'un rêve inaccessible.

Pourtant, cinq ans après avoir fui son pays, Shah, à présent âgé de 22 ans, est à la tête d'une classe d'environ 40 enfants rohingyas assis par terre dans une salle aux murs en bambou dans le camp de Kutupalong, où vivent quelque 750 000 réfugiés rohingyas.

Pendant que Shah enseigne la langue du Myanmar devant la classe, Minhar Begum, jeune fille de 24 ans de la communauté bangladaise du district de Cox's Bazar, se

déplace dans la salle pour s'assurer que tout le monde suit bien les instructions.

Shah et Minhar travaillent ensemble en tant qu'enseignants auxiliaires dans ce centre d'apprentissage depuis deux ans. Bien qu'aucun des deux ne soit un enseignant pleinement qualifié, ils ont reçu une formation du HCR et à eux deux, ils couvrent un programme informel qui consiste principalement à maîtriser les rudiments de l'écriture, de la lecture et du calcul, ainsi que certaines compétences de la vie courante et la langue du Myanmar.

Les réfugiés rohingyas et les Bangladais de la communauté locale ont formé des partenariats d'enseignement dans 5 600 centres d'apprentissage dans tout Cox's Bazar. « Nous avons une pénurie d'enseignants parmi les réfugiés parce que très peu de Rohingyas ont pu achever leurs études secondaires au Myanmar à cause des restrictions imposées à leur liberté de circulation et d'autres droits », déclare Haruno Nakashiba, employée du HCR en charge de la protection.

«Alors, pour certaines matières comme l'anglais ou les mathématiques, nous avons décidé de recruter des enseignants bangladais. Cela signifie aussi que nous créons des emplois pour eux.»

Les Rohingyas étant en grande partie confinés dans les camps, ces partenariats sont aussi l'une des rares occasions pour les réfugiés et les Bangladais de la communauté locale de se rencontrer.

«On est comme frère et sœur, on se comprend très bien», déclare Shah au sujet de sa relation avec Minhar. «Au début, on ne communiquait pas beaucoup mais maintenant, on discute des points forts et des points faibles de notre enseignement, et de la manière de nous améliorer.»

Pendant des années, les jeunes réfugiés rohingyas n'ont pu suivre qu'un programme informel, avec quatre niveaux destinés aux élèves âgés de 4 à 14 ans, si bien qu'il existait une grave lacune pour les [enfants plus âgés](#).

Mais le changement est enfin en route. Après des années pendant lesquelles le HCR et ses partenaires ont fait part au gouvernement bangladais de leur inquiétude quant à l'absence de tout enseignement officiel dans les camps, ce dernier a approuvé le passage au cursus scolaire du Myanmar.

«*On est comme frère et sœur, on se comprend très bien.*»

Ce passage était prévu en janvier, juste avant la pandémie de Covid-19, à cause de laquelle tous les centres d'apprentissage (parmi d'autres lieux) ont été fermés et les plans mis en attente. Ils ont été réactivés à la fin de l'année dernière avec un programme pilote à l'intention de 10 000 enfants et une deuxième phase vient de commencer. Il est prévu qu'en juillet 2023, tous les enfants d'âge scolaire des camps suivront le programme du Myanmar.

Ce changement réduira le niveau de partenariat entre les enseignants rohingyas et bangladais mais n'y mettra pas totalement fin. Les enseignants rohingyas seront formés à l'enseignement de la plupart des matières dans la langue du Myanmar, tandis que ceux de la communauté d'accueil se concentreront sur l'enseignement de l'anglais et l'aide à la formation.

En l'absence de certification délivrée par le ministère de l'Éducation du Myanmar, le nouveau programme ne peut toujours pas être considéré comme un enseignement officiel. Néanmoins, Haruno Nakashiba souligne que cet enseignement est vital pour la grande majorité des réfugiés rohingyas, qui souhaitent rentrer au Myanmar lorsqu'ils pourront le faire en toute sécurité.

«Les réfugiés disent qu'ils veulent prouver qu'ils appartiennent au Myanmar», explique-t-elle. «Ils disent 'si mes enfants apprennent à lire et à écrire en birman, ils seront reconnus comme appartenant à ce pays.'»

📷 Shah et Minhar travaillent ensemble en tant qu'enseignants auxiliaires dans un centre d'apprentissage du camp de Kutupalong, couvrant un programme informel. © HCR/Amos Halder

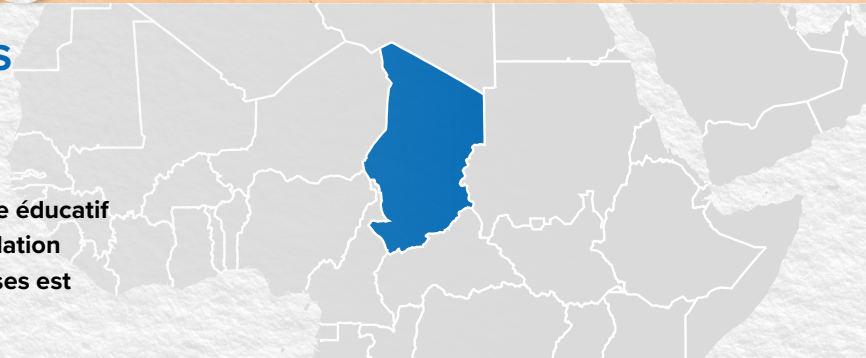




ÉTUDE DE CAS

LE TCHAD ACCUEILLE LES ÉLÈVES RÉFUGIÉS MAIS LES NOUVELLES ÉCOLES MANQUENT DE PLACE

Les jeunes Soudanais sont intégrés dans le système éducatif tchadien à leur arrivée mais, à cause de cette population en augmentation, le nombre d'élèves dans les classes est considérable et les capacités insuffisantes



Il est 7 heures 30 du matin dans le camp de Kouchagine-Moura, situé à 38 kilomètres d'Abéché, près de la frontière du Tchad avec le Soudan. La température à l'ombre frôle déjà les 40 degrés.

Des enfants se regroupent, se déchaussent, puis s'installent sur un grand tapis à l'ombre d'un acacia. Debout devant un tableau en bois posé sur le tronc de l'arbre, une jeune femme les salue et leur fait signe de s'asseoir.

Ainsi débute la journée pour Assaniah Ahmad Hussein, 28 ans, enseignante à l'école Alnour, l'un des deux établissements scolaires au sein du camp. Originaire de Gnouri dans la région du Darfour, au Soudan, Assaniah a rejoint Kouchagine-Moura il y a un peu plus de deux ans, après avoir fui des affrontements intercommunautaires.

Psychologue de formation, elle attache une importance particulière à l'accès au savoir qu'elle considère comme un rempart contre la violence et l'extrémisme.

« Mon parcours a été ponctué de violences répétées et aveugles qui sont, selon moi, le fruit de l'ignorance », déclare-t-elle. « Je suis convaincue que l'accès à l'instruction et au savoir pour les enfants contribuera à briser le cycle de la violence dans lequel est plongé le Darfour. »

Le camp de Kouchagine-Moura accueille près de 14 000 réfugiés soudanais qui, comme Assaniah, ont fui les affrontements au Darfour depuis février 2020. Outre l'accueil et la protection des nouveaux arrivants, le HCR et ses partenaires s'assurent de l'accès des enfants à l'éducation, en les intégrant pleinement dans le système d'enseignement national tchadien mais également par la mise à disposition d'infrastructures et de matériels scolaires.

A Kouchagine-Moura, cela s'est notamment matérialisé par la construction de deux écoles qui comptent actuellement 17 salles de classe que viennent compléter 16 latrines, quatre bureaux destinés aux enseignants ainsi que deux forages à pompe solaire. Les deux établissements qui accueillent

plus de 2500 élèves s'appuient sur une équipe pédagogique de 38 personnes formées au programme tchadien.

Le programme accueille tous les après-midis 108 jeunes filles et 61 garçons réfugiés qui n'ont jamais fréquenté l'école.

« C'est un lieu pour enseigner et guider les jeunes ... l'harmonie règne entre les enfants. »

Le Tchad est devenu l'un des pays les plus inclusifs au monde en matière d'éducation des réfugiés. Depuis 2014, par exemple, tous les réfugiés ont suivi le programme tchadien et ont pu passer les examens nationaux et, depuis 2018, toutes les écoles situées dans des camps de réfugiés ont reçu un statut officiel. Au cours de l'année scolaire 2021-2022, plus de 102 000 jeunes réfugiés ont fréquenté une école officielle. Leur nombre n'a jamais été aussi élevé.

Avec la reprise du conflit de l'autre côté de la frontière, au Soudan, qui force encore davantage de personnes à fuir en quête de sécurité, le personnel craint que la pression qui pèse sur un système déjà sollicité à l'excès ne s'intensifie. Dans le même temps, le HCR, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG connaissent une pénurie criante de fonds. Le Plan d'aide humanitaire 2022 pour le Tchad, d'un montant de 510 millions de dollars n'est financé qu'à hauteur de 22%. Le volet éducation de ce plan n'a réuni à ce jour que 2 millions sur les 34 millions de dollars nécessaires.

Bien au-delà des aspects pédagogiques, les enseignants jouent également un rôle social. Un suivi des absences permet par exemple d'alerter les familles et éviter le décrochage scolaire.

Une tâche ardue face à la précarité de la plupart des foyers installés dans le camp, comme le souligne Brahim Tahir Arabi. Âgé de 33 ans, enseignant tchadien issu de la communauté d'accueil. « Il faut s'assurer que les enfants bénéficient d'une alimentation saine et équilibrée. Certains élèves ne viennent pas à l'école certains jours parce qu'ils n'ont pas de chaussures ou de vêtements corrects. Il faut donc identifier ceux-là et envisager des solutions avec les parents », explique-t-il.

Pour Assaniah, la construction de nouvelles salles de classe figure parmi les priorités absolues, afin d'améliorer les conditions d'accueil des élèves des classes actuellement en plein air. « Si les arbres fournissent de l'ombre, ils ne sont pas aussi efficaces pour protéger les élèves pendant la saison des pluies », souligne-t-elle.

Mais sa classe en plein air reste néanmoins un lieu d'apprentissage précieux. « C'est un lieu pour enseigner et guider les jeunes », déclare Assaniah. « Des plus jeunes aux plus âgés, l'harmonie règne entre les enfants, comme s'ils avaient tous la même mère et le même père. Il n'y a pas de désaccords. Nous sommes tous des réfugiés. »

Assaniah et ses élèves étudient à l'ombre d'un arbre dans la cour de l'école, malgré la chaleur qui règne le matin au Tchad.
© HCR/Colin Delfosse



TOUS ENSEMBLE : IMPORTANCE DE L'INCLUSION

L'intégration des enfants et des jeunes réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux produit des avantages à tous les niveaux, si elle est accompagnée d'un soutien solide et durable

Des millions d'enfants et de jeunes réfugiés sont déplacés pendant toute la durée de leur cycle éducatif, du pré-primaire à l'enseignement supérieur. Très souvent, ils vivent dans des pays qui sont déjà confrontés à de nombreuses difficultés pour dispenser une éducation de qualité, parmi d'autres services publics.

Pour relever ce défi, le Pacte mondial 2018 sur les réfugiés place le partage prévisible et équitable des responsabilités au cœur de l'agenda international de protection des réfugiés, pour le plus grand bénéfice aussi bien des réfugiés que des communautés d'accueil. Cela signifie que lorsque les gouvernements et les communautés hôtes accueillent les réfugiés dans leurs écoles, d'autres entités interviennent avec des financements, des ressources et un appui prévisibles afin de mettre sur pied des systèmes éducatifs résilients

et durables qui bénéficieront à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil, en d'autres termes, des systèmes qui intègrent tout le monde, y compris les réfugiés.

Que signifie le terme 'inclusion' ?

Cela signifie que l'éducation des réfugiés est pleinement intégrée au système éducatif du pays d'accueil, avec les mêmes sources de coûts et les mêmes contraintes qui déterminent la qualité et l'efficacité. En termes de qualité des enseignants, d'infrastructures scolaires, de financement, d'accès au matériel pédagogique et à d'autres ressources, l'inclusion signifie « pas mieux, pas pire » que les conditions dont bénéficient tous les autres élèves.

Depuis le déclenchement des situations d'urgence humanitaire jusqu'aux situations de déplacement prolongées, en passant par la planification du développement, l'éducation inclusive est cruciale. Inclure les réfugiés dans les systèmes éducatifs officiels, et rendre ces systèmes plus résilients et plus viables, est le seul moyen durable de répondre à la fois à leurs besoins éducatifs et à ceux de leur communauté d'accueil. À chaque étape, il existe des possibilités de rendre les systèmes éducatifs officiels plus inclusifs et de promouvoir le développement durable.



Faire entrer physiquement les enfants et les jeunes réfugiés dans les écoles n'est donc pas suffisant ?

Non. Il est effectivement essentiel de donner aux réfugiés l'accès physique aux mêmes écoles que les ressortissants du pays mais avoir une place dans une classe ne signifie pas automatiquement être inclus. Car l'inclusion couvre le financement fiable et suffisant de l'éducation des réfugiés, l'administration (y compris les systèmes de données et l'évaluation), les enseignants, la qualité de l'enseignement et l'assurance qualité, des infrastructures telles que des classes entièrement équipées, des installations sanitaires, des matériels pédagogiques adéquats et pertinents, l'accès aux examens et aux certifications, et la suppression de la fracture numérique à laquelle sont confrontés les réfugiés. Elle peut également nécessiter un soutien supplémentaire pour la phase d'adaptation des élèves, comme l'apprentissage de la langue ou un soutien psychosocial ou de santé mentale.

Existe-t-il un modèle unique pour tous les pays qui accueillent des réfugiés ?

En raison de la nature de plus en plus prolongée du déplacement forcé au niveau mondial, l'éducation des réfugiés est un défi à la fois humanitaire et de développement. Par conséquent, l'éducation inclusive se compose d'un éventail de politiques et d'approches, et la définition ainsi que la hiérarchisation des activités d'inclusion à mettre en place dépendent fortement du contexte.

Les principaux aspects à prendre en compte sont les tendances politiques, économiques et de développement du pays d'accueil ; les programmes et les plans de développement nationaux existants (entre autres questions, intègrent-ils déjà les réfugiés ?) ; les politiques et les lois nationales qui concernent plus généralement les réfugiés ; les accords et les dispositifs entre les autorités, les organismes des Nations Unies et leurs partenaires, les organisations qui s'occupent d'éducation et des réfugiés ; et les aides et les financements internationaux existants.

À chaque étape de ce parcours cependant, il existe clairement des possibilités permettant aux systèmes éducatifs nationaux de devenir plus inclusifs. Les bénéfices en sont indéniables : l'existence d'une éducation de qualité et équitable est étroitement liée à un développement économique et social positif, et à une coexistence plus pacifique entre les communautés.



Guide de l'utilisateur : instaurer des systèmes éducatifs inclusifs

Les progrès de l'inclusion des élèves réfugiés dans les systèmes éducatifs officiels peuvent être représentés le long d'un axe. Certains États ont pleinement intégré les réfugiés à leur système national, mais d'autres doivent passer par plusieurs étapes avant de parvenir à un niveau d'éducation qui ne soit ni meilleur ni pire que celui dont bénéficient les élèves du pays d'accueil.

PARTIR DE ZÉRO

- ☒ Commencer avec des espaces adaptés aux enfants
- ☒ Devenir de plus en plus formel, malgré les accréditations limitées
- ☒ Appliquer principalement le programme du pays d'origine
- ☒ Les écoles sont dirigées, financées et gérées par les Nations Unies/des ONG
- ☒ Les postes d'enseignant sont essentiellement occupés par des aidants n'ayant pas de statut officiel
- ☒ Pas d'accès à la formation professionnelle pour les enseignants

AGIR

POLITIQUES ET PLAIDOYER

- Plaider pour des politiques d'éducation des réfugiés inclusives, intégrant le coût des infrastructures et la collecte de données
- Intégrer des normes et des pratiques exemplaires en matière d'inclusion dans les politiques éducatives nationales
- Appliquer le programme national pour tous les élèves

PLANNIFICATION ET PROGRAMMATION

- Élaborer des plans chiffrés pour les systèmes inclusifs et mettre en regard le financement des donateurs
- Trouver des financements de développement spécifiques pour les réfugiés
- Assurer un appui global pour les cours de langue, les besoins psychosociaux, les classes de soutien
- Élaborer des parcours professionnels pour les enseignants réfugiés qui soient identiques à ceux des enseignants nationaux

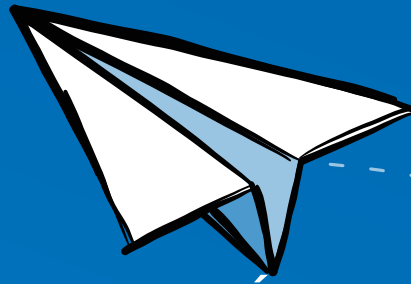
L'inclusion dans la pratique

Tchad

Les enseignants réfugiés sont intégrés à la formation des enseignants et aux initiatives de coaching nationales et ont accès aux centres de formation régionaux. Les enseignants réfugiés nouvellement arrivés dans les écoles des camps sont formés de manière à enseigner immédiatement le programme tchadien aux enfants réfugiés, ce qui permet leur intégration dans le système éducatif national. Par exemple, début 2022, à la suite du nouvel afflux de réfugiés du Cameroun, plus de 60 enseignants camerounais du primaire ont été formés au programme tchadien.

Mexique

Le droit à l'éducation pour tous est garanti par la Constitution ainsi qu'un cadre juridique qui soutient l'inclusion des réfugiés. Cependant, des défis persistent en matière de taux d'accès et de capacités. En réponse, le Mexique a adopté le Cadre global de protection et de solutions régionales (MIRPS) pour renforcer les écoles publiques et promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les communautés d'accueil. Les mesures à prendre pour y parvenir comprennent la détection du décrochage scolaire, la mise en œuvre de campagnes de réinscription à l'école et la formation des enseignants, conformément à un engagement pris dans le cadre du GRF en 2019.



EN BONNE VOIE

- ☒ Intégration croissante des élèves réfugiés et du pays d'accueil dans les mêmes écoles
- ☒ Application du programme du pays d'accueil
- ☒ Les écoles sont enregistrées par le Ministère de l'éducation
- ☒ Le HCR/des ONG financent et gèrent les écoles
- ☒ Les formations professionnelles pour les enseignants sont limitées et n'aboutissent pas toujours à une certification

INTÉGRATION PLEINE ET ENTIÈRE

- ☒ Scolarisation accréditée officielle au sein des systèmes éducatifs nationaux en matière de qualité, d'infrastructures et de financement
- ☒ Les écoles sont enregistrées et gérées par le Ministère de l'éducation
- ☒ Le financement est réparti entre le HCR/des ONG et le gouvernement national
- ☒ Les enseignants sont certifiés par le système éducatif national du pays d'accueil
- ☒ Les enseignants ont pleinement accès à la formation professionnelle

GESTION ET ADMINISTRATION

- Suivre la mise en œuvre de pratiques inclusives
- Établir des systèmes de paiement relevant du pays pour les coûts essentiels, p. ex. salaire des enseignants, infrastructures
- Instaurer des mécanismes de financement appropriés

DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS

- Coordonner la planification entre les ministères nationaux, les ONG, le HCR et les partenaires
- Élaborer des mémorandums d'accord pour le partage des coûts et des arrangements pour partager la responsabilité de l'enregistrement, du financement et de la gestion des écoles

Quelles étapes concrètes sont nécessaires pour instaurer l'inclusion et comment les pratiques inclusives sont-elles mises en œuvre dans le monde ?

Pakistan

Pour passer à un programme national unique, le Pakistan a privilégié une formation personnalisée des enseignants et des ressources spécifiques pour les enseignants dans les écoles des villages de réfugiés, en partenariat avec PITE (institut national de formation des enseignants).

Irak

Le ministère de l'Éducation va mettre en œuvre une politique d'intégration des réfugiés dans l'éducation (REIP) en septembre 2022, afin d'élargir l'accès des réfugiés à l'éducation formelle et informelle dans la région du Kurdistan irakien. En consultation avec les communautés réfugiées pour élaborer cette politique, la barrière de la langue et les conditions de surpopulation ont été identifiées comme des obstacles pour de nombreux élèves réfugiés, ce qui souligne l'importance de prévoir des cours de kurde pour les enfants réfugiés et l'extension des salles de classe pour permettre l'inclusion.



ÉTUDE DE CAS

L'UNIVERS DU DROIT EST EN PASSE DE DEVENIR RÉALITÉ POUR UNE JEUNE BOURSIÈRE MALVOYANTE

Après avoir étudié avec des élèves valides, Magartu a été récompensée par l'obtention de brillants résultats, la possibilité d'intégrer une nouvelle école et un coup d'accélérateur la rapprochant de ses ambitions juridiques

En faisant défiler les messages de son téléphone pour prendre connaissance de ceux de ses amis, Magartu ressemble à toutes les adolescentes qui s'accordent une pause dans leur travail scolaire.

Mais son doux sourire contredit la détermination de cette jeune réfugiée éthiopienne de 17 ans. Magartu a perdu la vue lorsqu'elle était petite mais a appris à s'adapter (par exemple, son téléphone est activé par la voix et elle utilise une application d'accessibilité pour naviguer entre ses divers comptes sur les réseaux sociaux).

Son but est à présent de terminer ses études secondaires – avec l'objectif d'être première de la classe – puis d'obtenir une place dans une faculté de droit. « Je veux être avocate parce que je veux défendre les personnes qui ont été privées de leurs droits, comme les personnes handicapées, les orphelins et les veuves », explique-t-elle.

Magartu avait à peine huit ans lorsqu'elle a fui le conflit en Éthiopie avec son frère et sa sœur plus âgés. Quand ils sont arrivés dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, son frère et sa sœur l'ont immédiatement inscrite à l'école primaire Tarach, une école pour enfants handicapés.

« Au début, c'était stressant d'aller à l'école. Je pleurais beaucoup parce que je ne comprenais pas la langue. J'avais l'impression que tout le monde parlait de moi », se rappelle-t-elle. Mais ses professeurs étaient patients, ajoute-t-elle, et l'ont aidée à apprendre l'anglais, la langue officielle de l'enseignement au Kenya.

Au sixième niveau, elle a été transférée dans une école ordinaire où les enfants handicapés sont intégrés aux autres élèves. Le fait d'être dans la même classe que d'autres élèves et de participer à des activités extrascolaires comme le sport ou de faire partie de clubs a renforcé sa confiance en elle. « J'aimais ma nouvelle école parce qu'il y avait de la

compétition», déclare-t-elle. «J'étais assez courageuse pour croire que je pourrais être la première de la classe.»

On estime que plus de 12 millions de personnes handicapées sont déracinées à travers le monde entier, bien que leur nombre véritable puisse être beaucoup plus élevé. Elles sont souvent très exposées à la violence, à la discrimination, à l'exploitation et aux abus; se heurtent à des obstacles pour avoir accès aux services essentiels; et peuvent être exclues de l'éducation et des possibilités de gagner leur vie.

« Il y aura toujours des difficultés dans la vie mais vous savez quoi? Nous pouvons les surmonter! »

Le HCR et ses partenaires d'éducation, la Fédération luthérienne mondiale (FLM), *Finn Church Aid* et *Humanity & Inclusion*, ont mis en œuvre avec succès l'éducation inclusive dans les écoles primaires et préprimaires du camp de Kakuma et dans la zone d'installation adjacente de Kalobeyi, y compris dans l'ancienne école de Magartu.

Tout indique que Magartu est en bonne voie et atteindra ses objectifs. L'an dernier, elle a passé les examens finaux

nationaux de l'enseignement primaire et a été parmi les premiers de sa classe, et l'une des meilleurs élèves handicapés du pays.

Grâce à ces résultats, elle a obtenu une bourse du HCR et est entrée à la *Kibos Special School* de Kisumu, dans l'ouest du Kenya, où elle et deux autres élèves réfugiés handicapés étudient avec d'autres élèves kényans malvoyants. Elle doit obtenir son diplôme de fin d'études à la fin 2024.

Magartu s'essaie déjà à la plaidoirie. En mars de cette année, elle est intervenue lors du Forum humanitaire européen, plaidant pour l'accès à l'éducation pour tous les réfugiés, y compris les personnes handicapées. Elle a également pris la parole au cours de plusieurs événements à Kakuma, notamment à l'occasion de la Journée mondiale des personnes handicapées.

Elle invite instamment les personnes handicapées à travailler pour réaliser leurs rêves et à ne jamais baisser les bras.

«Soyez courageux et travaillez dur», déclare-t-elle. «Il y aura toujours des difficultés dans la vie mais vous savez quoi? Nous pouvons les surmonter!»

📷 Grâce à ses résultats aux examens, Magartu a obtenu une bourse du HCR pour intégrer une école secondaire dans l'ouest du Kenya. Ci-dessous, Magartu apprend le braille à l'école primaire, à Kakuma © HCR/Hannah Maule-ffinch



TECHNOLOGIE

Keep taking the tablets : le projet numérique qui fait entrer le monde entier chez les élèves

C'est l'heure du cours de sciences au camp de réfugiés de Mugombwa, dans le sud du Rwanda. Les enfants sont assis dans une salle ensoleillée, la tête penchée, concentrés sur le système digestif humain.

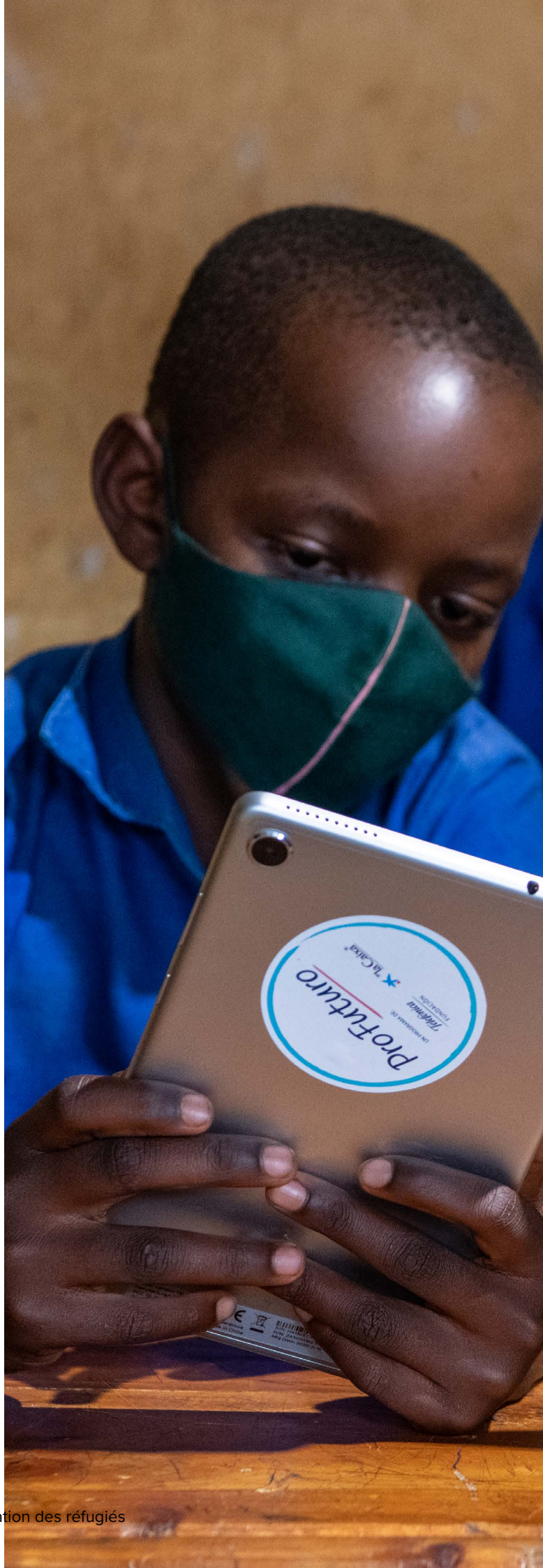
« On n'a pas beaucoup de manuels scolaires parce qu'on vit dans une zone rurale vraiment isolée », déclare Alex Nkurunziza, responsable des études à l'école primaire Groupe Scolaire en regardant les élèves, à la fois des réfugiés et des jeunes de la communauté locale, qui tapent sur l'écran tactile de leur tablette pour sélectionner des contenus et les faire défiler.

« Mais ce mode d'apprentissage, basé sur la technologie, suscite l'intérêt des enfants et leur donne envie d'aller à l'école. »

Début 2021, la Fondation ProFuturo a noué un partenariat avec le HCR pour aider à améliorer la qualité de l'éducation pour les enfants réfugiés et de la communauté d'accueil des écoles primaires au Rwanda. Le programme, lancé par la Fondation Telefonica et la Fondation « la Caixa », inclut la fourniture de matériel technologique comme des ordinateurs, des tablettes et des projecteurs, une plateforme éducative avec des contenus, et une formation ainsi qu'un programme de renforcement des capacités pour plus de 300 enseignants nationaux, dont Alex Nkurunziza, de même que des conseils sur la manière d'utiliser au mieux la technologie dans les leçons.

La première année, le programme a concerné plus de 13 000 enfants dans 15 écoles. En 2022, le partenariat s'est étendu au Nigéria et au Zimbabwe, tout en se poursuivant au Rwanda, l'objectif étant d'en faire bénéficier plus de 25 000 élèves.

« Nous avons réalisé qu'avec les technologies de la communication et de l'information, les enfants pouvaient explorer ce qui se passait non seulement autour d'eux mais aussi dans le monde entier », explique Alex.







ÉTUDE DE CAS

LES ENSEIGNANTS DU HONDURAS SONT CONFRONTÉS À DES MENACES DANS LA CLASSE ET À L'EXTÉRIEUR

La violence des gangs qui gangrène le pays ne touche pas seulement les élèves. Leurs mentors et leurs conseillers en sont aussi victimes

Au début de chaque année scolaire, le principal, Horacio Montes*, se prépare non seulement au retour de ses élèves mais aussi à l'arrivée de visiteurs beaucoup moins bienvenus : des membres du gang qui contrôle le quartier Los Laureles* de la capitale du Honduras, Tegucigalpa, où se trouve son école. Il sait qu'ils viendront et qu'ils lui demanderont de leur remettre les clés.

Il est devenu courant à travers tout le Honduras que les gangs utilisent les écoles comme lieu sûr pour cacher des drogues ou des armes illicites. L'école d'Horacio, qui va de la maternelle au collège, ne fait pas exception.

« Il est arrivé que des enfants trébuchent pratiquement sur des armes [à l'école] », dit-il. « Ils trouvent des balles et des cartouches et nous les apportent. » « D'autres écoles que les gangs ont réussi à infiltrer sont devenues des plaques tournantes du trafic de la drogue », ajoute-t-il.

Les « prises hostiles » d'écoles ne sont que l'un des dangers auxquels sont exposés les enseignants du Honduras. Certains doivent verser des pots-de-vin pour se rendre au travail chaque fois qu'ils franchissent les frontières invisibles qui séparent les territoires des gangs rivaux. D'autres sont victimes d'extorsion, d'intimidation, de harcèlement sexuel ou d'agression.

« Plusieurs de nos collègues ont été tués pendant qu'ils travaillaient. »

Les enseignants font aussi partie des 250 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et des plus de 220 réfugiés et demandeurs d'asile. Beaucoup disent que les élèves viennent leur parler des menaces dont ils font l'objet. Mais le simple fait d'avoir de telles conversations peut signifier se trouver pris dans des conflits de gangs potentiellement mortels, ce qui les force à fuir eux aussi. On pense que des



certains d'enseignants ont été déplacés à l'intérieur du pays ou risquent de devoir fuir.

«Plusieurs de nos collègues ont été tués pendant qu'ils travaillaient», déclare Esperanza Flores,* enseignante en maternelle et qui appartient aussi au *Comité Docente*, organisation qui représente les enseignants du Honduras.

Ce comité travaille depuis 2016 afin de trouver des solutions à ces menaces et à ces problèmes. Le but est que les enseignants restent dans leur poste et leur communauté d'origine mais ceux qui sont le plus en danger sont orientés vers le HCR, qui s'emploie à les réaffecter dans des lieux sûrs, à l'intérieur ou à l'extérieur du Honduras.

Alba Flores,* principale adjointe d'une école élémentaire de Tegucigalpa, a reconnu que c'était un métier dangereux. «La vérité, c'est que c'est très risqué pour nous», déclare-t-elle,

📷 Les enseignants et les élèves risquent d'être contraints de fuir en raison de la violence des gangs de rue, où le recrutement forcé, le harcèlement sexuel, l'extorsion et les agressions physiques sont une réalité quotidienne.
© HCR/Biel Calderón

« parce que sans le vouloir, nous finissons par tout savoir sur la vie de nos élèves. »

Mais, ajoute-t-elle, les enseignants veulent continuer. « Nous serons toujours leurs enseignants et leurs amis parce que nous les aimons et que c'est grâce à eux que nous faisons ce travail. »

**Les noms et les lieux ont été changés.*

FINANCEMENTS

Les forces du changement: comment financer l'éducation des réfugiés

Les récents progrès accomplis en matière d'inclusion doivent à présent s'accompagner des fonds et des autres formes de soutien qui permettront aux changements politiques grandement nécessaires d'avoir un large impact

Pendant des décennies, le financement de l'éducation des réfugiés s'est trop souvent avéré à court terme, fragmenté et imprévisible. Il a aussi fréquemment été orienté vers des projets spécifiques, généralement temporaires, existant hors des systèmes éducatifs nationaux durables.

Tout cela est en train de changer. Ces dernières années, beaucoup ont reconnu que l'inclusion des élèves réfugiés dans le système national du pays d'accueil était la clé de la réussite. Pourtant, là où les pouvoirs publics ont procédé aux transformations politiques profondes et essentielles, cette démarche a rarement été accompagnée des financements, du soutien ou des systèmes nécessaires à un partage des responsabilités à l'échelle de toute la communauté internationale.

Nous avons besoin d'une nouvelle approche pour résoudre ce problème. Les plans d'éducation de l'enseignement public doivent être étendus afin d'inclure les réfugiés, et doivent comporter des objectifs clairs en matière de coût et de financement. Grâce à la générosité de longue date de nombreux gouvernements hôtes, de tels plans existent dans beaucoup de pays. Mais ils ne sont pas encore assortis du financement prévisible et pluriannuel requis pour les rendre pleinement effectifs.

Voici quatre manières de changer cette situation.

1 Changer les choses coûte moins qu'on ne le pense

Un [rapport du HCR et de la Banque mondiale de 2021, The Global Cost of Inclusive Refugee Education](#), donne plusieurs estimations du coût engendré par l'éducation des enfants réfugiés¹³ dans les pays où ils résident¹⁴.

Le coût annuel pour tous les élèves réfugiés dans les pays d'accueil à revenu faible, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est estimé à 4,85 milliards de dollars E.-U., soit un total de 63 milliards de dollars E.-U. sur 13 ans, de la première année de la primaire à la dernière année du secondaire.

Ce coût peut sembler élevé mais il ne représente que 3,8% des dépenses publiques moyennes des pays d'accueil pour l'éducation¹⁵. Bien qu'il existe de grandes différences entre les pays, sur 36 des 65 pays étudiés, le coût d'une éducation incluant les réfugiés atteignait **moins de 1%** des dépenses publiques annuelles pour l'enseignement primaire et secondaire.

Il existe des exceptions dans les pays qui connaissent des afflux importants de réfugiés, lesquels ont historiquement un niveau inférieur de dépenses publiques consacrées à l'éducation. Par exemple, le coût d'une éducation incluant les réfugiés s'élève à près de 60% des dépenses publiques de l'enseignement primaire et secondaire au Soudan du Sud et au Liban, indication à la fois de l'importante population de réfugiés et du niveau courant des dépenses d'éducation.

Importance de l'investissement

Coût unitaire moyen: 1051 dollars E.-U.

171 dollars E.-U. | Revenu faible

663 dollars E.-U. | Revenu intermédiaire tranche inférieure

2085 dollars E.-U. | Revenu intermédiaire tranche supérieure

Coût unitaire par élève réfugié pour un cycle d'éducation complet («K-12», c.-à-d. de la maternelle à la fin du secondaire) par catégorie de revenu des pays: faible, intermédiaire de la tranche inférieure et intermédiaire de la tranche supérieure. *Source: Banque mondiale/HCR*

Comme le montre le graphique, le coût varie considérablement en fonction de l'économie du pays d'accueil et du montant de ses dépenses par élève. Mais par conséquent, octroyer en priorité les investissements

¹³ Elle estime le coût annuel de l'éducation de tous les enfants réfugiés dans leur pays d'accueil actuel, depuis la première année du primaire jusqu'à la dernière année du secondaire. Elle se concentre sur 65 pays à revenu faible ou intermédiaire qui accueillent plus de 7 millions de réfugiés âgés de 5 à 17 ans. Les réfugiés étant concentrés dans les pays en développement, cette méthodologie rend compte de près de 80% de la population réfugiée et de près de 100% de cette population dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

¹⁴ Dans cette analyse, le terme «réfugiés» désigne les demandeurs d'asile, les réfugiés et les Vénézuéliens déplacés à l'étranger qui sont enregistrés auprès du HCR, sauf mention contraire.

¹⁵ Ce chiffre est respectivement égal à 4,7%, 2,1% et 4,3% dans les pays à revenu faible, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, bien qu'il existe de grandes différences entre les pays.

mondiaux aux pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure garantirait que plus de la moitié de tous les enfants réfugiés d'âge scolaire bénéficieront d'une éducation inclusive.

Ces pays représentant la moitié des réfugiés d'âge scolaire, leur part de l'enveloppe de financement n'est que de 20%. En d'autres mots, **un cinquième du coût total couvrirait plus de 50% des enfants réfugiés d'âge scolaire.**

② Nécessité d'une base de donateurs plus large

Le financement de l'éducation des réfugiés dépend trop de trois sources d'aide au développement: les États-Unis, l'UE et l'Allemagne. Mais d'autres formes de financement sont apparues.

-
- ➔ **La Banque mondiale** s'est engagée à intensifier et à coordonner l'appui à l'éducation des réfugiés, en collaboration avec d'autres partenaires locaux et internationaux (via son Sous-guichet régional pour l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil, dans le cadre de l'Association internationale de développement de la Banque).

 - ➔ **Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)** travaille avec les pays en proie à une crise ou à un conflit, contribuant au renforcement des capacités et des ressources. En 2021, 62% des [financements de mise en œuvre du GPE](#) ont été alloués à des pays touchés par la fragilité et les conflits.

 - ➔ **Éducation sans délai (ECW)** est un fonds mondial consacré à l'éducation tant dans les situations d'urgence que dans les crises prolongées. Depuis sa création, ce fonds a versé 680 millions de dollars E.-U. de subventions à 71 entités travaillant dans 46 pays¹⁶. Ses 232 interventions d'urgence et ses 55 programmes pluriannuels ont bénéficié à plus de 33 millions d'enfants.

 - ➔ **Les fondations philanthropiques et le secteur privé**, en particulier lorsque le financement est fourni dans le cadre de partenariats, offrent de bons exemples d'appui à des programmes à fort impact axés sur l'éducation des réfugiés. Nous citerons notamment la coopération de la Fondation LEGO avec le [Sesame](#)

[Workshop](#) et le soutien de Vodafone aux [Instant Network Schools](#). À un autre niveau, nous pouvons mentionner les exemples des contributions du secteur privé au Partenariat mondial pour l'éducation (p. ex. Open Society Foundation, Dubai Cares et Stichting Benevolentia (Porticus)) et à Éducation sans délai (p. ex. la Fondation LEGO et Dubai Cares).

La tâche consiste à présent à orienter une part beaucoup plus importante de ces ressources vers l'éducation des réfugiés, en particulier de ceux qui se trouvent dans une situation de déplacement prolongé, où la planification du développement à long terme est aussi importante que l'action humanitaire d'urgence.

③ Mais il faut également de nouveaux modes de financement

Comme nous l'avons exposé ci-dessus, l'aide est davantage ciblée vers les pays à revenu faible. Pour augmenter les ressources disponibles pour les pays à revenu intermédiaire, nous avons donc besoin d'un éventail de mécanismes de financement innovants. Parmi les idées possibles, il y a les rachats de crédit (*loan buy-downs*), où une tierce partie rachète tout ou partie des intérêts d'un prêt; et le Mécanisme international de financement pour l'éducation, qui utiliserait les garanties et les subventions de contributeurs pour générer une augmentation du financement de l'éducation par les banques de développement et réduire les conditions de prêt pour les États. Ce mécanisme, qui vise à générer 10 milliards de dollars E.-U., doit devenir opérationnel cette année et est l'occasion d'inclure des financements spécifiques pour les besoins des réfugiés qui sont exclus des systèmes nationaux existants.

④ Les bénéficiaires sont d'autant plus importants que l'on finance l'ensemble du cycle éducatif

Comme le montrent les données du HCR, le taux de scolarisation des réfugiés dans le secondaire est de 34%, soit un niveau très inférieur à celui du primaire (68%). Plus un enfant réfugié grandit, moins il a des chances d'être scolarisé.

Cet aspect est important, car l'éducation secondaire est la porte d'entrée vers l'éducation supérieure et de meilleures perspectives d'emploi. Chaque année d'école supplémentaire peut augmenter le potentiel de gain futur d'une jeune fille à hauteur de 12%¹⁷, tandis que le taux de pauvreté dans le monde diminuerait de plus de la moitié

¹⁶ Base de données des subventions d'ECW, revue le 17/03/2022

¹⁷ C.E. Montenegro et H.A. Patrinos (2014), *Comparable Estimates of Returns to Schooling Around the World*, Policy Research Working Paper, Banque mondiale (2014)

si tous les adultes achevaient le cycle secondaire¹⁸. Les adultes qui ont un niveau d'éducation supérieur vivent en meilleure santé et plus longtemps, ont un taux de grossesses précoces réduit, un risque plus faible d'infection par le VIH et des taux de natalité plus faibles. Ce sont aussi les personnes qui développent de nouvelles applications, trouvent des remèdes pour les maladies et construisent des bâtiments plus intelligents.

Tout cela est bénéfique aussi bien pour les pays d'accueil que pour les réfugiés. Le fait d'être sûr de pouvoir accéder à l'enseignement secondaire augmente l'incitation à rester et à terminer l'école primaire, car cela donne à l'enfant un nouvel objectif.

¹⁸ UNESCO Document d'orientation 32/Bulletin d'information 44. (juin 2017), *Réduire la pauvreté dans le monde à travers l'enseignement primaire et secondaire universel*



LE MOT DE LA FIN

Sir Lewis Hamilton

Le slogan « L'éducation pour tous » doit être pris à la lettre, et doit donc inclure les réfugiés

Comme l'a déclaré Nelson Mandela, « l'éducation est l'arme la plus puissante que vous pouvez utiliser pour changer le monde. »

L'éducation est la clé qui peut ouvrir de nombreuses portes mais l'accès équitable à une éducation de qualité n'est pas garanti à tout le monde. J'ai éprouvé des difficultés à l'école, même si je travaillais dur. C'est en partie dû au fait que j'étais dyslexique et que je n'aie pas été diagnostiqué avant mes 17 ans, mais également parce que j'avais perdu toute confiance en moi à cause des professeurs qui me disaient que je n'étais pas assez intelligent et que je n'arriverai à rien. Ils m'ont regardé, ils ont regardé mon origine et ma couleur de peau, et ont conclu que j'avais un potentiel limité.

C'est un sentiment que connaissent de nombreux jeunes, en particulier ceux qui viennent de communautés marginalisées, que l'on considère d'emblée comme n'ayant aucun talent ni aucune aptitude avant même qu'ils aient pu faire leurs preuves. Pendant trop longtemps, le parcours éducatif d'une personne a été influencé par son milieu, son aspect physique, le profil économique et social de sa famille, sa religion et d'autres facteurs similaires.

Et nul ne le sait mieux qu'un jeune réfugié, qui n'a aucune maîtrise sur les nombreux facteurs qui déterminent son avenir.

La liste des obstacles est longue. Non seulement il y a des problèmes physiques tels que le manque d'écoles, d'enseignants qualifiés, de matériel pédagogique ou d'ordinateurs. Mais les réfugiés se heurtent aussi aux problèmes liés à leur situation de personnes déplacées : obstacles linguistiques, fait d'être coupés des réseaux d'appui d'amis et de la famille, absences scolaires, discrimination et aliénation ...

En ce qui me concerne, j'ai réussi à prouver à ceux qui doutaient de moi qu'ils avaient tort. Aujourd'hui, grâce au soutien de ma famille et de beaucoup d'autres personnes, je voyage dans le monde entier en faisant le métier de mes rêves. En tant que pilote de course, j'ai atteint le niveau le plus haut dans mon sport. Bien que mon éducation n'ait pas pris le meilleur départ possible, elle a joué une partie essentielle dans chaque aspect de ma carrière. J'apprends encore, en travaillant aux côtés d'ingénieurs, de mécaniciens et de

scientifiques des données de Formule1. C'est un secteur passionnant et épanouissant, auquel toute personne animée de passion et dotée des compétences et de la détermination nécessaires devrait pouvoir accéder. Mais aujourd'hui, c'est un secteur qui ne reflète pas la société dans son ensemble.

« J'avais perdu toute confiance en moi à cause des professeurs qui me disaient que je n'étais pas assez intelligent et que je n'arriverai à rien. »

Année après année, j'ai regardé les photos de fin de saison des 10 équipes de F1. Des photos d'hommes et de femmes brillants, mais avec très peu de personnes de couleur. Lorsque je suis devenu le premier pilote noir de Formule1, j'ai pensé que ça encouragerait des enfants d'origine plus diverse à pratiquer ce sport. Mais malheureusement, cela n'a pas été le cas, ce qui m'a conduit à me demander, pourquoi? Alors, j'ai commencé à rechercher les causes profondes de cette situation.

La Commission Hamilton est un projet de recherche que j'ai fondé en partenariat avec la *Royal Academy of Engineering*. Ce projet a révélé les problèmes inhérents à l'industrie du sport automobile mais a également mis en évidence la persistance de certains obstacles dans le domaine de l'éducation. À ma surprise, de nombreux problèmes que j'avais connus à l'école empêchent toujours les jeunes marginalisés d'avoir accès à l'éducation aujourd'hui et d'être pleinement inclus. Le rapport de la Commission Hamilton a soulevé des questions d'équité, d'opportunités et de diversité, et a souligné la nécessité urgente de lutter contre les inégalités auxquelles se heurtent les jeunes défavorisés.

Ces enseignements ont une résonance mondiale. On compte aujourd'hui plus de 10 millions de réfugiés d'âge scolaire à travers le monde, de jeunes gens qui ne profitent pas des opportunités que peut offrir l'éducation et qui

peuvent changer une vie. S'ils ne sont pas intégrés à l'Objectif de développement durable n°4 des Nations Unies, « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie », cet objectif ne sera pas rempli. Car « tous » doit signifier tout le monde.

« Je suis fier de prêter ma voix à la campagne en faveur des réfugiés, où qu'ils se trouvent et d'où qu'ils viennent, afin qu'ils aient un accès équitable à une éducation complète et de qualité. »

L'éducation ne permet pas seulement d'élargir l'horizon des individus et leur offrir des opportunités qu'ils n'auraient jamais rêvé avoir autrement. Elle va aussi à l'encontre des effets néfastes liés à l'injustice systémique. Il ne s'agit pas seulement de donner de meilleures perspectives aux jeunes, de les aider à trouver leur voie et à forger leur propre avenir. Il s'agit également des conséquences qui en découlent: une plus grande diversité aux postes de direction et d'influence, dans le monde du travail, dans le sport, la culture, la politique.

Nelson Mandela l'a compris mieux que quiconque. En 2004, il a déclaré se retirer de la vie publique mais en réalité, il a mené campagne jusqu'à la fin de sa vie. Pour reprendre ses termes: « Tant que la pauvreté, l'injustice et les inégalités criantes persistent dans notre monde, nul d'entre nous ne peut se reposer. »

Si nous ne nous attaquons pas à ces injustices et à ces inégalités, une « société plus juste » restera un slogan de campagne vide et l'injustice persistera.

C'est pourquoi je suis fier de prêter ma voix à la campagne en faveur des réfugiés, où qu'ils se trouvent et d'où qu'ils viennent, afin qu'ils aient un accès équitable à une éducation complète et de qualité.

📷 Des enfants ukrainiens et leur enseignante dans une classe de maternelle à Bucarest, en Roumanie, mise en place par PepsiCo au cours des premières semaines de la situation d'urgence des réfugiés venus d'Ukraine. © HCR/Andrew McConnell





REMERCIEMENTS

Rapport préparé et produit par : Olga Sarrado, Cirenia Chavez Villegas, Kristy Siegfried, Cédric Kalonji Mfunyi, Samuel Otieno, Maria Rubi, Alanna Heyer, Charlotte Jenner, Becky Telford et Barney Thompson.

Pour contacter l'équipe du HCR chargée de l'éducation, si vous souhaitez obtenir de plus amples informations sur notre travail en matière d'éducation ou discuter de la collecte de fonds, des financements, des bourses, des statistiques, des partenariats et d'autres formes de collaboration, veuillez adresser un courrier électronique à Becky Telford à l'adresse : telfordm@unhcr.org

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est une organisation mondiale qui se consacre à sauver des vies, à protéger les droits et à construire un avenir meilleur pour les personnes contraintes de fuir leur foyer en raison des conflits et des persécutions. Nous menons une action internationale pour protéger les réfugiés, les personnes déplacés à l'intérieur de leur pays et les apatrides.

Nous apportons une aide vitale, contribuons à la sauvegarde des droits humains et élaborons des solutions qui garantissent aux personnes un lieu sûr où elles se sentent chez elles et où elles peuvent se construire un avenir meilleur. Notre action vise également à ce que les apatrides obtiennent une nationalité.

Nous travaillons dans plus de 130 pays, où nous mettons à profit notre expertise pour protéger et aider des millions de personnes.

© HCR, Septembre 2022

Photo de couverture : © HCR/Elizabeth Marie Stuart